

*Formation—Loi*

les taux d'intérêt, du moins pour certains secteurs de l'économie, afin de stimuler la création d'emploi et de permettre aux programmes de formation de servir à quelque chose. Tout le monde sait que le taux d'inflation pose un problème. Ce sont ces problèmes, et non pas celui de la formation professionnelle, que nous devrions résoudre en priorité.

Les lois actuelles permettraient de résoudre le problème de la formation professionnelle. Par ailleurs, si nous pouvions créer des emplois, une gestion efficace du secteur de l'emploi et de l'immigration nous permettrait certainement de trouver des travailleurs compétents. Nous avons besoin de la pleine collaboration des employeurs dans une économie saine pour former les travailleurs, mais ce n'est pas de cela qu'il est question aujourd'hui. La bill à l'étude ne prévoit pas de mécanismes pour créer des emplois.

Le navire sans gouvernail qui nous a donné le bill à l'étude fait face à bon nombre de problèmes. Par exemple, le taux de faillite des petites entreprises est phénoménal. Je pense que cela vaut la peine d'insister sur les chiffres qui ont été publiés la semaine dernière. Le nombre de faillites a augmenté d'environ 49 p. 100. En mai, 751 entreprises ont fait faillite et perdu au total 162 millions de dollars d'actif. Sur une période d'environ cinq mois, 4,429 entreprises ont fait faillite, ce qui représente une augmentation globale de 36 p. 100 cette année et la perte de 817 millions de dollars au total. Bien entendu, ce n'est que la pointe émergée de l'iceberg. Bien d'autres entreprises ferment leurs portes, disparaissent ou sont passées entre les mains de liquidateurs. Si l'on multiplie le nombre de faillites par deux ou trois emplois, on se rend compte que les travailleurs bien formés ont de moins en moins d'occasions d'emploi.

A quoi cela sert-il de former des gens s'il n'y a pas d'emplois disponibles? La nouvelle loi ne devrait pas reprendre les erreurs de l'ancienne en offrant des programmes de formation au lieu d'emplois. L'ancien programme permettait de rayer des noms des listes de chômage. Le gouvernement dépensait environ 800 millions de dollars par année pour rayer les noms de plusieurs dizaines de milliers de travailleurs des listes de chômage pendant plusieurs mois. Dans bien des cas, après avoir suivi un cours de formation, le travailleur n'arrivait pas à se trouver un emploi et s'inscrivait donc à un autre cours. C'était une façon d'éviter de demander des prestations d'assurance-chômage pour ceux qui étaient sans travail.

La situation actuelle, avec le chômage, les faillites des petites entreprises et la rareté des emplois pour les personnes formées, est tragique. Le projet de loi à l'étude révèle que le gouvernement se trompe dans le choix de ses priorités. Je présume que le projet de loi sera amélioré en comité et que nous le trouverons satisfaisant, mais nous devons chercher à créer des emplois.

Des dizaines de milliers d'agriculteurs font faillite. Je suis persuadé que les députés ont reçu à leur bureau la visite de représentants agricoles les exhortant à agir pour mettre un frein aux faillites agricoles. Il y a un nombre énorme d'emplois liés à l'agriculture. De très nombreuses faillites ont eu lieu parmi les négociants d'outillage agricole. L'exploitation agricole crée certes beaucoup d'emplois. Il y a maintenant moins d'occasions offertes à ceux qui veulent s'orienter dans le domaine agricole. Ces occasions diminuent rapidement parce que le gouvernement ne réussit pas à protéger les agriculteurs contre la faillite, à sauvegarder ces biens et ces éléments de

production demeurent intacts à donner leur chance aux jeunes leur permettant d'acquérir la formation voulue.

Le député de Nanaimo-Alberni (M. Miller) a souvent parlé des pêcheurs et du nombre considérable de faillites dans le secteur de la pêche. Certains secteurs, comme la construction navale, la transformation et la manutention du produit se rattachent à la pêche. Bien des entreprises ferment leurs portes pour cause de faillite et pour d'autres raisons. Les banques et les institutions financières ont saisi les mécanismes permettant à ces personnes, dont la plupart ont toujours travaillé dans ce secteur, de gagner leur vie. Voilà une autre source d'emplois pour les jeunes qui se tarit. Les programmes de formation dans ce domaine finiront par disparaître.

J'ai parlé des faillites dans le secteur de la pêche et des autres problèmes considérables qui accablent ce secteur parce que dans le projet de loi à l'étude et dans le programme national de formation, il est souvent question des autochtones et de leur accès à l'économie. Ce groupe défavorisé n'a pas accès à l'économie. Sur la côte de la Colombie-Britannique, la pêche constitue une importante source d'activité économique pour les autochtones. Beaucoup d'entre eux participent au programme de mise en valeur des salmonidés qui se délabre rapidement à cause des taux d'intérêt élevés et de l'inflation, et à cause des erreurs et de l'incurie du gouvernement.

J'aimerais parler brièvement des propriétaires de maisons. Des particuliers perdent leur maison, leur plus grand bien au monde. C'est encore une fois à cause des politiques du gouvernement. Beaucoup de Canadiens à revenu faible ou moyen, ne peuvent s'acheter de maison et ont besoin de logements convenables. Étant donné la pénurie de logements, c'est peut-être un secteur de l'économie où on pourrait créer des emplois en élaborant un programme rationnel d'habitation qui aurait pour objet de répondre aux besoins des Canadiens qui tentent désespérément de conserver leur maison ou de se trouver un logement à prix abordable. Un programme semblable offrirait des possibilités énormes d'emploi. Il y a eu jusqu'à ce jour de nombreux programmes de formation de plombiers, de charpentiers, de menuisiers, de tuyauteurs et d'arpenteurs pour l'industrie du logement. Ces domaines offrent de nombreuses possibilités, mais ces programmes n'auront abouti à rien si le gouvernement ne met pas d'ordre dans ses priorités.

Depuis l'année dernière nous sommes témoins de l'agonie de gens marchant à l'échafaud. Beaucoup de petites entreprises, de propriétaires de maisons, d'agriculteurs et de particuliers ont fait faillite. Le nombre de chômeurs au pays a également créé un problème sérieux. D'importantes sociétés, notamment dans l'industrie de l'automobile, ont subi d'énormes revers et ont dû réorienter leur politique d'emploi. De moins en moins de travailleurs qualifiés trouvent leur place dans ce secteur et on n'a pas encore vu le pire. Par exemple, il semble que la société Dome ne tient plus qu'à un fil. Elle était le grand espoir du gouvernement canadien. La majorité libérale pensait sérieusement pouvoir créer des possibilités dans le secteur énergétique. Ce secteur traverse aujourd'hui une période difficile. Il doit abandonner les mégaprojets ou faire face à la réalité; la faillite le guette. Avec des exemples comme Admiral Appliance Company, l'industrie automobile, Dome Petroleum et Massey-Ferguson, nous risquons de constater à bref délai que la faillite n'est plus le fait des particuliers, des petits hommes d'affaires, des pêcheurs et des agriculteurs mais des grosses